

TOUT EN POURSUIVANT LEUR GRÈVE

Les lycéens en appellent au président de la République

Ni essoufflés ni fatigués, les lycéens, après plus d'une semaine du début de leur grève, poursuivent leur débrayage. Les menaces de Benbouzid n'ont eu aucun effet. Pour eux, le but est de décrocher leur baccalauréat. Et pour cela, ils sont décidés à lancer une pétition et adresser une lettre ouverte au président de la République.

Meriem Ouyahia – Alger (Le Soir) - Ils continuent à boycotter leurs cours malgré les menaces de Benbouzid.

Un ministre chargé de ce département qui n'a pour l'instant rencontré aucun représentant.

MILA

Démonstration de force

Des centaines de lycéens, munis de l'emblème national, géant, et autres banderoles et portant des slogans hostiles à Benbouzid, ont manifesté dans les artères principales de la ville de Mila. Dès 8h du matin, devant le technicum Belarima, situé sur les hauteurs de la ville, ce défilement de jeunes n'a cessé de prendre de l'ampleur à chaque passage devant les autres établissements, puisque des élèves des lycées Didouche-Mourad, Meghlaoua et Abdelhafid-Bousouf, se sont joints au mouvement en scandant «La ilaha illa Allah Benbouzid adou Allah !», une démonstration de force matinale qui a tiré Mila de sa torpeur habituelle, donnant beaucoup à réfléchir aux uns et aux autres sur ce mouvement juvénile qui est loin de s'essouffler, encore moins de s'effondrer. Bref, un véritable bras de fer semble être engagé entre ces élèves et leur tutelle, et chaque partie campe sur ses positions en attendant l'instauration d'un débat sérieux et objectif sur la question.

A. M'haimoudi

KHENCHELA

Le mouvement de protestation s'accroît

Le mouvement de protestation des lycéens à Khenchela en est à son deuxième jour. Les élèves de 3^e AS classe terminale du chef-lieu de wilaya, au nombre de sept, ont occupé lundi dernier, le siège de la Direction de l'éducation pour exprimer haut et fort leur amère inquiétude quant à leur avenir scolaire. Ils sollicitent l'allègement du programme scolaire, et la tenue d'une deuxième session du bac 2008.

Hier, les mêmes lycéens des sept établissements ont déserté durant la matinée, les bancs scolaires pour marcher dans la rue jusqu'au siège de la wilaya, en scandant des slogans à l'encontre des responsables centraux du secteur. Des délégués, deux pour chaque établissement ont été reçus par le chef de l'exécutif de wilaya en présence d'élus parlementaires et locaux. Après les interventions des délégués et l'écoute de leurs doléances, le chef de l'exécutif a promis de transmettre leurs revendications aux instances centrales.

Après quoi, les lycéens se sont dispersés dans le calme, dans l'attente de la prise en charge par la tutelle de leurs revendications et éviter une année blanche.

S. A.

Depuis son communiqué laconique de jeudi dernier, le ministre de l'Education nationale a pour l'heure instruit tous les chefs des établissements scolaires de relever toutes les absences et de convoquer les parents des «grévistes». Des menaces qui n'ont eu aucun effet sur les lycéens rencontrés, hier, à Ben Aknoun à proximité du lycée Amara-Rachid. Les délégués et élèves de huit établissements scolaires des différentes communes de la capitale se sont rencontrés pour discuter. Il s'agit de ceux de Amara-Rachid, Ahmed-Issiahkem (Chéraga), Hadj-Othmane (Zéralda), Zoubida-Ould-Kablia (Draria), le Technicum de Dély-Ibrahim, Abane Ramdane et El Mokrani 1 et 2.

«Nous n'avons pas peur des absences. Et les parents d'élèves sont avec nous. Ils savent très bien ce que nous endurons», a souligné Sofiane. Pour les élèves de terminale, ils n'arrivent pas à comprendre les déclarations de Benbouzid.

«Nous sommes prêts à le supplier pour nous écouter. Il faudrait qu'il sache que chaque enseignant a sa propre méthode de travail. Il y a ceux qui ont entamé leurs programmes par la fin», a expliqué Oussama. «Alors comment cette commission installée pourra-t-elle faire le point ?» s'est-il interrogé. «Du moment que nous devons étudier comme en France alors pourquoi n'avons-nous pas le même système d'évaluation ? Nous n'avons pris que leur programme sans que rien d'autre ne suive. Ce

n'est pas logique», relève Walid.

A bout de nerfs, d'autres relèvent : «Nous sommes des lycéens pas des voyous. Nous voulons réussir. Pourquoi, nous considèrent-ils comme des cobayes ?»

Un autre lycéen soulignera : «C'est bien que l'application de l'approche par compétences ne soit pas appliquée. Mais ce n'est pas suffisant. Nos programmes sont surchargés.»

Pour ce qui est de la manipulation de parties obscures, un lycéen lâchera : «Nous ne sommes manipulés par personne. Et si c'est le cas, nous le sommes par nos programmes. Cela est vrai !» Et pour cause : «Nous n'avons aucun moment de répit. Les enseignants eux-mêmes ne font que la dictée de peur de voir le programme inachevé.»

Et un autre de réagir : «Franchement, les enseignants auraient dû être les premiers à réagir et refuser d'engager des cours aussi volumineux.»

«Quand le syndicaliste qui est mort (Redouane Osmane, ndlr) a dit que les cours sont surchargés, ils nous ont programmé des cours de rattrapage. Eh bien, les profs nous ont prodigué des leçons. Ils ont profité pour nous faire encore de la dictée», relève Redouane.

Comme autre solution, une lettre ouverte a été rédigée et sera adressée au président de la

République. Avec leurs mots et quelques fautes d'orthographe, ils veulent la faire signer. Il y est écrit : «Nous espérons attirer votre attention, nous les élèves de troisième année secondaire, nouveau programme, au sein de tous les lycées d'Alger avec ce problème qui nous préoccupe. Nous représentons le futur de l'Algérie, et le pilier de notre société, avec ce nouveau programme et sa longueur nous courons à l'échec total.

Nous osons, ici, dans cette lettre, Monsieur de le Président, exprimer notre crainte sur un éventuel échec à l'échelle nationale, en dépit de tous nos efforts fournis tout au long de ces trois dernières années pour nous adapter à la nouvelle réforme.

Nous espérons de tout cœur que vous vous penchiez sur nos revendications qui sont l'allègement du programme qui nous handicape par sa surcharge et qui empêche une bonne assimilation des cours. Nous voulons avoir des sujets au choix minimum dans toutes les matières afin de tenir compte de la compétence de chaque élève. Dans l'espoir d'être vus et lus, veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre profond dévouement.»

Notes catastrophiques au 1^{er} trimestre

Interrogés sur leurs résultats au

premier trimestre, les lycéens sont unanimes : «catastrophiques».

«Dans ma classe de lettres à Mentouri, sur 35 élèves, seuls 10 ont eu la moyenne. A Draria sur une classe de 31 élèves, 8 ont eu la moyenne.

A Zéralda, classe scientifique, sur 39 élèves, 10 ont eu la moyenne», fusent les réponses.

Des résultats qui démontrent à eux seuls l'ampleur de la non-compréhension des cours.

«Vous savez, il y a des enseignants qui apprennent avec les élèves. Pis, des fois, ce sont les lycéens qui donnent des détails aux profs car ils ont fait la leçon dans les cours privés.»

Ces lycéens restent déterminés. Ils ont lancé un appel pour une grève générale le 26 janvier prochain.

Nous informons tous les bacheliers que l'année 2008 sera la dernière année du bac ancien programme.

De plus, ceux qui connaîtront un échec seront exclus définitivement car ils ne pourront en aucun cas repasser l'examen.

Suite à cela, nous demandons à tous les concernés de se mobiliser par une manifestation passive le samedi 26 janvier en réclamant une deuxième session ou accorder le rachat», est-il écrit.

M. O.

Les députés demandent la réunion de la commission éducation

Deux députés du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), membre de la commission éducation, enseignement supérieur et affaires religieuses ont demandé la réunion de cette commission. «Nous ne devons pas rester passifs devant une crise qui menace l'avenir immédiat de plusieurs dizaines de milliers de candidats au baccalauréat», expliquent ces deux députés. S'adressant au président de cette commission, ils

ont suggéré de réunir la commission si possible en présence du ministre de l'Education nationale dans les plus brefs délais.

M. O.

Où est l'ENTV ?

«Pourquoi la télévision n'a pas montré les lycéens durant le sit-in ? Ce n'est pas normal», se sont interrogés les lycéens. Pour eux, cela n'est pas normal que seul le ministre de l'Education nationale ait pu expliquer son point de vue et que leur voix ait été tue.

M. O.

ORAN

Plusieurs établissements toujours en grève

Bien que des signes d'essoufflement soient visibles, le mouvement de grève et de protestation des lycéens à Oran est encore porté par plusieurs établissements.

Ces deux derniers jours ils étaient, en effet, encore un peu plus d'une centaine à tenter de se rassembler et de marcher dans la centre-ville d'Oran se heurtant, à chaque fois, à un cordon de sécurité qui essayait de les maintenir dans un périmètre étroit.

Slogans habituels et tabliers brandis, à bout de bras hier matin, ces lycéens sont parvenus à tenir un rassemblement devant la direction de

l'éducation. Refoulé vers le lycée Lotfi, le gros des élèves de terminale a, par la suite, décidé de se rendre au siège régional de la radio et de la télévision, toujours encadré par des policiers.

Dans le cortège, le ministre Benbouzid a été gratifié de quelques noms d'oïseux «rien de ce qu'ils déclarent nous satisfait !» nous explique un jeune du lycée Lotfi pourtant considéré comme l'un des établissements huppés

d'Oran, une de ses camarades à l'adresse du ministre de l'Education nous lâche : «Ses enfants ne doivent pas être scolarisés dans les écoles algériennes ou sinon il n'aurait jamais fait un tel programme !».

Les manifestants ont le soutien de leurs professeurs. Les lycéens les invitent à le faire ouvertement et à ne pas avoir peur de prendre position «quant on est en classe, ils nous disent qu'ils sont d'accord avec nous, qu'ils viennent le dire avec nous devant la direction de l'éducation», affirme un élève du lycée Filacouène.

Durant toute la matinée, ces lycéens ont ainsi marché, s'efforçant à chaque fois de se rassembler sur un point stratégique de la ville, mais à chaque fois, ils étaient repoussés par les agents des forces de l'ordre qui peu à peu resserraient l'état et faisaient pression sur eux. Il se dit que le mouvement devrait se poursuivre jusqu'à samedi prochain, mais des signes de fatigue sont visibles, beaucoup d'élèves ont repris les cours de peur de la répression policière et la pression des parents.

Fayçal M.

MASCARA

Les «gamins» sont sortis dans la rue

Un communiqué faisant état des revendications des élèves nous a été remis. Celles-ci portent notamment sur l'allègement du programme, une deuxième session du baccalauréat, la fin de la discrimination entre élèves pauvres et riches, la suppression ou la réduction du coût des cours particuliers, la fin de la corruption installée au niveau des établissements.

«Pas de peur pour ceux qui revendiquent leurs droits», lit-on également dans ce communiqué. Il est annoncé une marche pacifique vers le siège de la Direction de l'éducation durant les journées de mardi et mercredi et probablement jusqu'à satisfaction des revendications. Hier matin, la présence

policière était annoncée autour de quelques lycées. Vers 8h20, l'on entendait un brouhaha à proximité de la Maison de la presse. Une foule compacte était quadrillée par des éléments de la Sûreté tentant d'arrêter les élèves qui voulaient se diriger vers la Direction de l'éducation. Ils seront empêchés et on leur fera emprunter un autre itinéraire pour les bloquer finalement à une centaine de mètres de celle-ci. En chœur, ils reprennent leurs revendications et des youyous fusent.

En face, des citoyens observent ce mouvement qui gagne la sympathie des passants dont certains s'interrogent sur les raisons. Un important dispositif policier a été mis en place et l'on remarque même des éléments antiémeutes. Des bruits parviennent d'un autre lieu. Ce sont d'autres lycéens

qui tentent de faire la jonction avec leurs camarades, le chef de Sûreté de wilaya devant le siège de la Direction de l'éducation coordonne les opérations. L'on tente de disperser les élèves puis on leur demandera de désigner quatre délégués pour faire parvenir leurs doléances. Un officier demandera à l'un de ses éléments de noter leurs noms. La manifestation se dispersera plus tard dans le calme, alors que quelques dizaines de lycéens observent un sit-in sur la place Emir-Abdelkader. D'autres, environ une vingtaine, feront une virée à la Maison de la presse et en face également de la maison de la radio en scandant «journalistes, écoutez-nous !» Quatre lycéens étaient représentés dans ce mouvement de contestation.

M. Meddebber